



Arbre à palabre, Palaver tree

CONSTITUTIONAL OPTIONS PROJECT

DOCUMENT DE REFLEXION SUR LES POLITIQUES DE PAIX : LES VOIES VERS UN PROCESSUS DE PAIX

NOTE D'INFORMATION

Ce Document de Réflexion commence par plaider en faveur de l'élaboration et de l'adoption par le Gouvernement Camerounais d'une Stratégie de Paix Globale pour la crise dans les régions du NO & SO, en tant qu'outil organisateur permettant de cibler les actions vers sa résolution. Il suggère qu'une telle Stratégie de Paix devrait constituer l'Offre de Paix réfléchie à 360 degrés du Gouvernement sur la crise dans deux régions. La Stratégie devrait inclure des engagements de réformes des politiques publiques pour désamorcer les tensions dans les Secteurs conflictogènes (langues officielles, sous-systèmes éducatifs et cultures juridiques), ainsi que des conceptions de rétablissement de la paix par la médiation, la réduction de l'attrait des activités armées, l'amnistie, la réconciliation nationale et la cohésion intercommunautaire.

Il propose que la stratégie soit consignée dans un seul document de Haut Niveau (comparable à la Stratégie pour le Relèvement et le Consolidation de la Paix (SRCP) 2018-2022 pour les trois régions du Nord et la région de l'Est) approuvé au plus haut niveau de l'Exécutif, et qu'elle soit mise en œuvre selon une approche pangouvernementale. Elle devrait inclure une Matrice de Mise en Œuvre et voir ses activités reflétées dans les Cadres de Dépenses à Moyen Terme, les objectifs annuels des Budgets-Programmes, et dans les priorités des partenaires en développement.

Le Document de Réflexion fait ensuite largement référence à des études et des recherches comparatives, afin de répondre à plusieurs questions sur les mécanismes de résolution des conflits intraétatiques, y compris les conflits séparatistes. Il s'appuie sur une étude de 70 conflits séparatistes différents dans le monde sur une période de 50 ans dans la deuxième moitié du 20^e siècle, pour montrer que les conflits séparatistes ont plus de chances de se terminer par un accord de paix que par la victoire militaire pure et simple de l'une des

parties. Ces études démontrent que les conflits séparatistes semblent souvent insolubles et réfractaires à une résolution pacifique parce que les parties sont enfermées dans une rigidité à somme nulle avec des positions incompatibles de part et d'autre.

Le Document attire l'attention sur la structure des groupes armés et son impact sur leur capacité à entamer des négociations de paix. Des études spécialisées montrent que dans un paysage où les groupes armés sont multiples ou fragmentés, la difficulté d'adopter une position favorable à la paix et conciliante réside dans le risque d'être débordé par d'autres groupes, promettant d'être plus radicaux et de ne faire aucun compromis. Il cite également des ouvrages spécialisés sur le *moment propice* où un conflit armé devient mûr pour un règlement par la médiation ou la négociation - en s'appuyant sur des études qui montrent que les parties à un conflit ne demandent une médiation que lorsqu'elles perçoivent être dans une *Impasse Dommageable pour Tous*, c'est-à-dire un point où aucune nouvelle escalade ou intensification de la violence de leur part ne peut faire basculer le conflit en leur faveur. C'est dans cette impasse, perçue par les parties, qu'elles choisissent la voie des négociations de paix - et les artisans de la paix doivent être attentifs à son apparition.

Le Document examine ensuite l'utilisation des dispositifs d'autonomie (Statut Spécial, régions autonomes avec transfert de compétences asymétrique) en tant que stratégie pour résoudre les conflits centrifuges, qui touchent des minorités concentrées sur une partie du territoire national. Il cite des ouvrages spécialisés dans l'étude des conflits séparatistes, qui ont examiné les seuils démographiques de résolution de ces conflits. Ceux-ci indiquent que lorsqu'un groupe donné constitue 15 à 20% de la population nationale et est prédominant dans une région distincte du pays, il est peu probable que ledit groupe se contente de moins qu'un dispositif d'autonomie significatif, comme issue du conflit. Il fournit ensuite des exemples spécifiques de la manière dont les dispositifs d'autonomie régionale, y compris au sein des États Unitaires, ont été utilisés dans la pratique pour désamorcer des conflits à caractère séparatiste.

Le Document cite également des ouvrages spécialisés examinant la trajectoire de plusieurs conflits, pour démontrer qu'il *n'existe - comparativement - aucune preuve d'un « effet de contagion »* selon lequel l'octroi de concessions d'autonomie à une région entraîne nécessairement d'autres régions *du pays à formuler* des revendications centrifuges similaires à l'égard de l'État, faisant pression sur son unité. Il cite également des études spécialisées pour montrer que l'effet dite de la « pente glissante » n'est pas non plus un fait vérifié : les preuves tirées de la résolution de conflits réels *ne montrent pas* que les régions bénéficiant des dispositifs d'autonomie en abusent inexorablement, comme tremplin pour un séparatisme ultérieur.

Le Document s'inspire des normes mondiales sur le déploiement des programmes de Désarmement, de Démobilisation et de Réintégration (DDR) pour montrer que les cessez-le-feu et/ou les accords de paix, ainsi que la confiance dans un processus de paix, sont des conditions préalables au DDR ; et que lorsque ces conditions préalables sont absentes, l'approche privilégiée est la Réduction de la Violence Communautaire, qui va au-delà des

combattants au sein des groupes armés structurés, pour dissuader les nouvelles personnes au sein des communautés de rejoindre les groupes armés.

Le Document fait valoir que les projets d'infrastructure à grande échelle dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest devraient être utilisés comme des leviers et incitations pour les parties (dividendes de la paix) à rechercher des options pacifiques - étant donné la difficulté de les exécuter dans le contexte actuel. En plus de l'importance d'aider les atouts économiques régionaux essentiels (tels que le mouvement des coopératives de crédit et d'épargne du NO&SO), il souligne également l'importance géostratégique d'écarter le conflit du littoral maritime du Cameroun.

Enfin, le Document plaide pour une libération de l'espace civique nationale afin d'encourager la résolution pacifique de la crise, pour une approche multilatérale coordonnée des partenaires en développement face à la crise, avec une voix dans le dialogue sur les politiques publiques pour encourager les réformes nécessaires, et pour un Fonds National pour la Paix, pour soutenir les entités qui œuvrent en faveur de la paix.